

CÉLÉBRATION DU 1^{er} MAI

Le discours de Belkhadem tant attendu par l'UGTA

En présence de l'état-major de l'UGTA (secrétaires généraux des unions de wilaya et des fédérations) et du patronat, le chef du gouvernement Abdelaziz Belkhadem prononcera jeudi prochain à l'université de Constantine, un discours qualifié, dit-on, «d'important». La sortie de Belkhadem aura lieu à l'occasion de la Fête internationale des travailleurs.

Abder Bettache (Alger Le Soir) - Le chef de l'exécutif saisira l'opportunité des festivités nationales du 1^{er} Mai, fête internationale des travailleurs, qu'organisera l'UGTA à Constantine pour marquer son retour sur la scène médiatique.

Le chef du gouvernement, qui sera accompagné par son ministre du Travail et de la Protection sociale, évoquera notamment la question socio-économique.

Ainsi, il n'est pas exclu que le face-à-face Belkhadem-cadres syndicaux de l'UGTA sera marqué par un débat autour de la situation sociale caractérisée, faut-il le noter, par une dégringolade sans précédent du pouvoir d'achat.

Selon des sources syndicales, Abdelaziz Belkhadem y annoncera la tenue à moyen terme d'une tripartite.

Mais en attendant sa tenue, il sera question d'organiser une réunion d'évaluation d'une année d'application du pacte économique et social.

Un sujet que le secrétaire général de l'UGTA abordera lors de son intervention devant les cadres syndicaux de son organisation.

Pour un grand nombre d'observateurs, la célébration par la Centrale syndicale du 1^{er} Mai intervient dans un contexte particulier. Il s'agit notamment pour l'UGTA de paraphraser le processus de mise en place des structures organisationnelles, en l'occurrence le secrétariat national.

D'ailleurs, on a laissé entendre que Sidi-Saïd, qui a choisi la ville de Constantine pour célébrer le 1^{er} Mai, rendra publics les contours de la feuille de route

de son organisation pour les cinq prochaines années.

Une feuille de route qui revêtira à la fois un caractère organique et socio-économique, voire revendicatif. Ainsi, il sera question de «redonner à l'UGTA sa véritable dimension syndicale, en libérant à la fois les énergies jusque-là otages du terrorisme syndical, mais aussi en consacrant l'esprit de la démocratie syndicale comme socle de l'épanouissement du monde du travail».

«L'UGTA n'a pas d'autre choix que de revenir à sa vocation initiale», dira un syndicaliste. Une approche défendue par les cadres syndicaux de l'UGTA, à l'image du SG de la Fédération nationale des travailleurs de l'agroalimentaire, Kamel Benabou, qui dira que «la célébration du 1^{er} Mai intervient dans un contexte particulier pour notre organisation. Le SG de l'UGTA, plébiscité par le 11^e congrès, a les de coudées franches pour engager des réflexions et trouver avec les autres partenaires des solutions à même de répondre favorablement aux attentes du

monde du travail». Abondant dans le même sens, Amar Takjout, SG de la Fédération nationale des travailleurs du textile et cuir, dira pour sa part : «Notre organisation est appelée aujourd'hui à se moderniser, à s'adapter et à agir avec courtoisie et fermeté».

L'UGTA amorce un virage décisif. Le 11^e congrès national a été une halte qui a permis à notre organisation de tourner définitivement une page et d'entamer une nouvelle ère.

Le débat doit être maître des lieux de notre organisation. L'UGTA des intrigues et des coups bas n'a pas de place aujourd'hui», ajoute notre interlocuteur.



L'amorce d'un virage décisif.

monde du travail». Abondant dans le même sens, Amar Takjout, SG de la Fédération nationale des travailleurs du textile et cuir, dira pour sa part : «Notre organisation est appelée aujourd'hui à se moderniser, à s'adapter et à agir avec courtoisie et fermeté».

L'UGTA amorce un virage décisif. Le 11^e congrès national a été une halte qui a permis à notre organisation de tourner définitivement une page et d'entamer une nouvelle ère.

Le débat doit être maître des lieux de notre organisation. L'UGTA des intrigues et des coups bas n'a pas de place aujourd'hui», ajoute notre interlocuteur.

Un autre cadre syndical du secteur de la poste et des télécommunications dira, pour sa part, que «le temps de l'exclusion et de la hogra syndicales est désormais révolu. Ce 1^{er}-Mai 2008, l'UGTA va engager une nouvelle ère de son histoire».

Ceci étant, il est à noter que le SG de l'UGTA, qui a mis en garde récemment contre «toute forme de casse ou de fitna à l'intérieur de l'organisation», a été destinataire de plusieurs messages de soutien des cadres syndicaux des fédérations et des unions de wilaya, lui accordant leur confiance totale «pour toutes les démarches syndicales».

A. B.

LICENCIÉS POUR AVOIR DÉFENDU DES TRAVAILLEURS Deux syndicalistes interpellent Sidi-Saïd

C'est un véritable cri de détresse qu'ont lancé deux ex-syndicalistes à l'attention du SG de l'UGTA. Saisissant l'opportunité de sa réélection à la tête de la Centrale syndicale et à l'occasion de la Fête internationale des travailleurs, les deux syndicalistes demandent l'intervention de Abdelmadjid Sidi-Saïd afin d'intervenir pour leur réintégration dans leurs postes d'emploi, perdus depuis trois années. Ayant exercé au niveau de l'Epic Arts et Culture relevant de la wilaya d'Alger, les deux personnes avaient fait l'objet d'un licenciement «arbitraire» de la part de leur employeur

pour «avoir défendu les intérêts des travailleurs». Mais, le plus étrange dans cette histoire, selon une lettre qui nous a été adressée, est que ces syndicalistes ont été d'abord victimes de la trahison de leurs collègues syndicaux au niveau local et wilaya avant de faire l'objet d'un licenciement arbitraire. «Notre tort est d'avoir pris la défense des travailleurs que nous représentons. Résultat : nous avons été poignardés dans le dos par des syndicalistes et achevés par l'employeur», s'indignent-ils.

A. B.

OUVERTURE DU 4^e CONGRÈS ORDINAIRE DU MSP

Dans une totale désorganisation

Le 4^e congrès ordinaire du Mouvement de la société pour la paix s'est ouvert, hier, à la Coupole Mohamed-Boudiaf. Une ouverture qui s'est déroulée dans une totale désorganisation due, essentiellement, à un chevauchement des prérogatives entre le Bureau national et la Commission de préparation du congrès.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - L'heure de vérité a sonné pour Aboudjerra Soltani et Abdelmadjid Menasra.

Les partisans de ces deux hommes se sont livrés une guerre acharnée pour tenter de contrôler l'ouverture du quatrième congrès. Une situation qui a causé un retard de près de deux heures sur l'horaire

prévu initialement. En fait, le clash a opposé les membres du Bureau national du parti-acquis au président sortant aux membres de la Commission nationale de préparation du congrès, proches de Abdelmadjid Menasra. Jusqu'à la dernière minute, les deux instances ont revendiqué les prérogatives en

matière d'organisation. «Habituellement, les aspects pratiques liés à l'organisation de tels événements sont du ressort du Bureau national.

Cette instance est, entre autre, l'interface privilégiée de l'administration.

Mais il semblerait que cette fois-ci, les membres de la commission de préparation du congrès ont exigé de tout contrôler.

«Ce sont les tiraillements et les chevauchements entre les deux instances qui ont conduit à l'anarchie», estimait, hier, un cadre

du MSP. Une anarchie qui aurait atteint son paroxysme lors de l'opération de distribution des badges des congressistes. Cette opération s'est déroulée dans un climat de suspicion et de méfiance, chacune des tendances ayant pour objectif de «verrouiller» le congrès en tentant d'imposer ses hommes.

Après une longue attente, les congressistes ont finalement été invités à pénétrer à l'intérieur de la Coupole.

Et c'est dans une salle divisée en deux que Aboudjerra Soltani et Abdelmadjid Menasra feront leur entrée. Des

slogans pro-Soltani ont été scandés à tue-tête par des groupes de militants installés au niveau des gradins.

Des slogans auxquels ont répondu les partisans de Menasra, visiblement nombreux parmi les congressistes. Notons enfin que les organisateurs ont décidé de clôturer le congrès vendredi prochain au lieu de jeudi.

Une journée de plus qui sera décisive dans le choix du futur président du MSP. D'autant qu'à l'heure actuelle, les jeux ne sont toujours pas faits.

T. H.

SERVICE DE GYNÉCOLOGIE

OBSTÉTRIQUE DE L'HÔPITAL

DE BOLOGHINE À ALGER

Sit-in du personnel médical et paramédical

Le personnel médical, paramédical et technique relevant du service de gynécologie obstétrique de l'établissement public hospitalier Ibn-Ziri de Bologhine, a observé hier un sit-in d'une heure (11h à 12h), devant l'administration de l'hôpital, comme signe d'opposition à la décision d'entamer des travaux à l'intérieur du service pour réaménager l'unité de néonatalogie.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) — Rencontré sur place, le chef de service, le Pr Hadjar, a expliqué que ce mouvement de protestation est intervenu à la suite de la violation des règles de fonctionnement du service par l'administration. En effet, le personnel qui assurait la garde au sein du service a été surpris dans la nuit de lundi à mardi, aux environs de 21h38, par des coups de marteau et de chignole à l'intérieur du service. L'administration a décidé, sans préavis ni consentement et de plus à des heures indues, d'entamer les travaux de réaménagement de la salle de néonatalogie. Selon les témoignages des gynécologues et du personnel paramédical présents sur les lieux, «les manoeuvriers chargés de faire ce travail nocturne n'ont eu aucune considération pour les malades qui sont des femmes près d'accoucher». «C'est inadmissible et inacceptable. Le respect du malade a été bafoué», dira le Pr Hadjar. Le bras de fer entre l'administration de l'hôpital et le personnel du service gynécologie obstétrique date de plusieurs semaines, lorsque la directrice de l'hôpital a décidé de «mettre en conformité» l'unité de néonatalogie, en application du décret n° 05-438, paru en novembre 2005. Interrogé sur ce sujet, la directrice de l'établissement hospitalier, M^{me} Rahal, a précisé que «l'aménagement de l'unité de néonatalogie a pris beaucoup de retard dès lors que le décret existe depuis 2005». «L'administration ne fait qu'appliquer des lois et les réaménagements prévus ne vont pas réduire l'espace du service obstétrique», a-t-elle ajouté. Un avis que ne partage pas le professeur Hadjar qui croit que l'extension de l'unité de néonatalogie au détriment de l'obstétrique aura des conséquences fâcheuses sur la prise en charge des femmes enceintes, au milieu, dit-il, d'une population en pleine croissance.

«Je ne ménagerai aucun effort, quitte à aller en prison, pour préserver le droit d'accouchement des femmes dans de bonnes conditions», réaffirme-t-il. Cependant, le professeur Hadjar souligne que l'idée de mettre en conformité l'unité de néonatalogie n'est pas remise en cause.

«Ce que nous contestons ce sont les nouveaux plans de réaménagement effectués par l'administration, dont la mise en œuvre porte atteinte au service obstétrique. Nous avons fait des propositions qui ont été rejetées alors qu'il s'agissait juste de procéder selon les mêmes plans appliqués à l'hôpital de Kouba qui est identique au nôtre», fait-il remarquer.

En tout cas, quel que soit le conflit entre l'administration et le service gynécologie, il faut dépasser les susceptibilités pour éviter à la femme qui accouche et au nouveau-né d'être pris en otage. Avant de quitter, hier, les lieux, le personnel médical et paramédical du service obstétrique a reçu un questionnaire de l'administration, demandant à tout un chacun de s'expliquer sur son arrêt de travail. S'agit-il du début des représailles faisant suite au sit-in organisé ?

R. M.